

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202615]

**28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le canevas du rapport annuel sur les synergies en exécution de l'article 26bis, § 6, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, l'article 26bis, § 6, modifié par le décret du 19 juillet 2018;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 25 janvier 2019;

Vu l'avis de la Fédération des Centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 25 janvier 2019;

Vu le rapport du 20 novembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 11 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale et contenu du rapport annuel sur les synergies*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Le rapport annuel sur les synergies visées à l'article 26bis, § 6, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale comprend au moins les grilles et tableaux suivants, dont les modèles sont repris en annexe :

1° un tableau de bord des synergies réalisées et en cours;

2° un tableau de programmation annuelle des synergies projetées;

3° pour chaque type de service de support, une matrice de coopération;

4° une grille de synthèse déterminant un niveau global de rassemblement des services de support;

5° un tableau des marchés publics.

CHAPITRE II. — *Tableau de bord des synergies réalisées et en cours*

**Art. 3.** Pour chaque synergie ou groupe de synergies identifié, le tableau de bord des synergies réalisées et en cours, visé à l'article 2, 1°, précise :

1° l'objectif principal de la synergie ou du groupe de synergies : satisfaction du citoyen, performance administrative ou moyens;

2° le mode opératoire de mise en œuvre de la synergie ou du groupe de synergies : coopératif ou délégitif;

3° l'administration pilote de la synergie ou du groupe de synergies : l'administration communale, l'administration du CPAS ou les deux;

4° le responsable administratif de la synergie ou du groupe de synergies : le directeur général communal, le directeur général du CPAS, les directeurs généraux communal et du CPAS ou le directeur général adjoint commun;

5° les réalisations obtenues de la synergie ou du groupe de synergies qui rendent compte de l'atteinte de la finalité;

6° le résultat attendu de la synergie ou du groupe de synergies;

7° le résultat obtenu de la synergie ou du groupe de synergie qui rend compte de la réalité de la prestation produite pendant une période donnée.

CHAPITRE III. — *Tableau de programmation annuelle des synergies projetées*

**Art. 4.** Pour chaque synergie ou groupe de synergies identifié, le tableau de programmation annuelle des synergies projetées, visé à l'article 2, 2°, précise :

1° l'objectif principal de la synergie ou du groupe de synergies : satisfaction du citoyen, performance administrative ou moyens;

2° le mode opératoire de mise en œuvre de la synergie ou du groupe de synergies : coopératif ou délégitif;

3° l'administration pilote de la synergie ou du groupe de synergies : l'administration communale, l'administration du CPAS ou les deux;

4° le responsable administratif de la synergie ou du groupe de synergies : le directeur général communal, le directeur général du CPAS, les directeurs généraux communal et du CPAS ou le directeur général adjoint commun;

5° les moyens humains, financiers et logistiques dégagés de la synergie ou du groupe de synergies et la hauteur de la contribution de la commune et du CPAS;

6° le résultat attendu de la synergie ou du groupe de synergies;

7° le délai dans lequel le résultat visé au 6° est attendu.

CHAPITRE IV. — *Matrice de coopération*

**Art. 5.** Conformément à l'article 26quater, § 2, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, la commune et le CPAS disposent principalement de quatre types de service de support :

1° le service achats;

2° le service ressources humaines;

3° le service maintenance;

4° le service informatique.

Conformément à l'article 26bis, § 6, alinéa 5, 2°, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, chaque type de service de support est analysé au travers d'une matrice de coopération, visée à l'article 2, 4°, qui identifie, pour chaque registre de comportements de l'environnement de contrôle, le niveau de rassemblement des services de support de la commune et du CPAS.

**Art. 6.** Les niveaux de rassemblement des services de support visés à l'article 5 sont définis comme suit:

1° le niveau 0, « Inexistant » : les services de support fonctionnent de manière totalement indépendante, sans partage formalisé des méthodes ou des standards de travail; des collaborations aléatoires spontanées non structurées ni contrôlées peuvent exister mais sans volonté de la commune ou du CPAS de les promouvoir;

2° le niveau 1, « Initial » : les services de support fonctionnent de manière isolée mais échangent néanmoins de manière informelle; il existe ainsi un consensus informel entre la commune et le CPAS quant à des collaborations ponctuelles de leurs services de support mais sans partage formalisé des méthodes ou des standards de travail;

3° le niveau 2, « Opérationnel » : un rassemblement des services de support est initié; une volonté de rassemblement des services de support est officialisée par la commune et le CPAS, des méthodes et standards de travail sont partagés et formalisés, y compris des processus ou outils de gestion, une délégation des tâches entre services de support est possible, même si chaque service de support conserve une indépendance décisionnelle;

4° le niveau 3, « Efficace » : les services de support fonctionnent suivant les mêmes règles et utilisent les mêmes méthodes et outils de travail; les services de support formalisent entre eux des délégations de tâches;

5° le niveau 4, « Maîtrisé » : les services de support sont rassemblés en une seule structure cogérée sur base conventionnelle, la direction du service de support étant soit confiée totalement à la commune ou au CPAS, soit partagée entre la commune et le CPAS;

6° le niveau 5, " Optimisé " : au sein des services de support rassemblés en une seule structure, tous les éléments importants du domaine concerné - achats, ressources humaines, maintenance, informatique - sont évalués et optimisés pour atteindre le niveau de pratiques le plus efficace et efficient.

Le niveau de rassemblement atteint pour chaque registre de comportements de l'environnement de contrôle est fixé librement et sous leur responsabilité par la commune et le CPAS sur base du principe de confiance.

**Art. 7.** L'environnement de contrôle visé à l'article 5 est composé des registres de comportements définis comme suit :

1° le fonctionnement : les comportements en matière, notamment, de structuration, de fonctionnement et de définition des processus et procédures au sein du service de support;

2° le management : les comportements en matière, notamment, de processus décisionnel, d'identification des responsabilités et d'organisation hiérarchique au sein du service de support;

3° les compétences et la formation du personnel : les comportements en matière, notamment, de gestion des compétences au sein du service de support, en ce compris la rédaction de profils de fonction, le recrutement, la formation et l'évaluation des agents du service;

4° la formalisation : les comportements en matière, notamment, de gestion stratégique au sein du service de support, en ce compris la définition d'objectifs stratégiques et opérationnels, la définition d'un plan d'actions, la définition d'indicateurs, la priorisation des actions, la mise en place d'un système de suivi et la réalisation d'évaluations;

5° les ressources et outils de gestion budgétaire : les comportements en matière, notamment, de gestion des ressources et de suivi budgétaire.

#### CHAPITRE V. — Grille de synthèse déterminant un niveau global de rassemblement

**Art. 8.** Le niveau de rassemblement identifié pour chacun des registres de comportements visés à l'article 6 de chacun des types de service de support visés à l'article 4 est reporté dans un tableau intitulé « Grille de synthèse déterminant un niveau global de rassemblement », visé à l'article 2, 4°.

Les niveaux de rassemblement identifiés pour le même registre de comportements dans les services de support sont additionnés pour donner une somme qui, sur 20, représente le résultat moyen pour ce registre de comportements.

Les niveaux de rassemblement identifiés pour le même service de support dans les registres de comportements sont additionnés pour donner une somme qui, sur 25, représente le résultat moyen pour ce service de support.

#### CHAPITRE VI. — Tableau des marchés publics

**Art. 9.** Le tableau des marchés publics visé à l'article 2, 5°, liste :

1° les marchés publics ou groupes de marchés publics attribués séparément par la commune au cours de l'année précédente;

2° les marchés publics ou groupes de marchés publics attribués séparément par le CPAS au cours de l'année précédente;

3° les marchés publics ou groupes de marchés publics attribués de manière conjointe par la commune et le CPAS au cours de l'année précédente;

4° les marchés publics ou groupes de marchés publics attribués séparément par la commune et le CPAS et pouvant faire à l'avenir l'objet de marchés publics conjoints.

Pour chaque marché public ou groupe de marchés publics visé au 1°, 2° et 3°, le type de marché public, le mode de passation, le montant et la date d'attribution sont précisés.

Pour chaque marché public ou groupe de marchés publics visé au 4°, le type de marché public, le mode de passation, le montant estimé et la date projetée d'attribution sont précisés.

#### CHAPITRE VII. — Disposition finale

**Art. 10.** La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

## Annexe. Tableaux et grilles à intégrer dans le rapport annuel sur les synergies

## 1. Tableau de bord des synergies réalisées et en cours

Synergie ou groupe de synergies	Objectif (satisfaction du citoyen / performance administrative / moyens)	Mode opératoire (coopératif / délégatif)	L'administration pilote (administration communale / administration du CPAS / les deux administrations)	Responsable administratif (DG communal, DG de CPAS, DG communal et de CPAS ou DG adjoint commun)	Réalisation	Résultat attendu	Résultat obtenu
Synergies réalisées							
Synergies en cours							

## 2. Tableau de programmation annuelle des synergies projetées

Synergie ou groupe de synergies	Objectif (satisfaction du citoyen / performance administrative / moyens)	Mode opératoire (coopératif / délégatif)	L'administration pilote (administration communale / administration du CPAS / les deux administrations)	Responsable administratif (DG communal / DG de CPAS / DG communal et de CPAS / DG adjoint commun)	Moyens humains, financiers et logistiques dégagés + hauteur de contribution de la commune et du CPAS	Résultat attendu	Délai
Synergies projetées							

## 3. Matrice de coopération

SERVICE DE SUPPORT [...]						
		Registres de comportements de l'environnement de contrôle				
		Fonctionnement	Management	Compétences et formation du personnel	Formalisation	Ressources et gestion budgétaire
Niveaux de rassemblement	5. Optimisé					
	4. Maîtrisé					
	3. Efficace					
	2. Opérationnel					
	1. Initial					
	0. Inexistant					

## 4. Grille de synthèse déterminant un niveau global de rassemblement des services de support

	Service achats	Service ressources humaines	Service maintenance	Service informatique	TOTAL
Fonctionnement	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Résultat sur 20]
Management	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Résultat sur 20]
Compétences et formation du personnel	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Résultat sur 20]
Formalisation	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Résultat sur 20]

Ressources et gestion budgétaire	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Niveau entre 0 et 5]	[Résultat sur 20]
TOTAL	[Résultat sur 25]	[Résultat sur 25]	[Résultat sur 25]	[Résultat sur 25]	[Résultat sur 100]

## 5. Tableau des marchés publics

Marché public ou groupe de marchés publics	Type (travaux - fournitures - services)	Mode de passation	Montant	Date d'attribution
Marchés publics attribués séparément par la commune au cours de l'année précédente				
Marchés publics attribués séparément par le CPAS au cours de l'année précédente				
Marchés publics attribués de manière conjointe par la commune et le CPAS au cours de l'année précédente				
Marché public ou groupe de marchés publics	Type (travaux - fournitures - services)	Mode de passation	Montant estimé	Date projetée d'attribution
Marchés publics attribués séparément par la commune et le CPAS et pouvant faire à l'avenir l'objet de marchés publics conjoints				

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019 fixant le canevas du rapport annuel sur les synergies en exécution de l'article 26bis, § 6, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale. Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202615]

**28 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het canvas voor het jaarlijks verslag over de samenwerkingsverbanden ter uitvoering van artikel 26bis, § 6, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn**

De Waalse Regering,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 26bis, § 6, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 25 januari 2019;

Gelet op het advies van de « Fédération des centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie » (Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 25 januari 2019;

Gelet op het verslag van 20 november 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 11 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Hoofdstuk I. — *Algemene bepaling en inhoud van het jaarlijks verslag over de samenwerkingsverbanden*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Het jaarlijks verslag over de samenwerkingsverbanden bedoeld in artikel 26bis, § 6, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bevat minstens volgende roosters en tabellen waarvoor het respectievelijke model in bijlage gaat:

- 1° een boordtabel van de lopende en uitgevoerde samenwerkingsverbanden;
- 2° een tabel met de jaarlijkse programmering van de overwogen samenwerkingsverbanden;
- 3° voor elk type ondersteunende dienstverlening, een samenwerkingsmatrix;
- 4° een samenvattend rooster waarin een globaal niveau van bundeling van de ondersteunende dienstverlening wordt bepaald;
- 5° een tabel van de overheidsopdrachten.

#### HOOFDSTUK II. — *Boordtabel van de lopende en uitgevoerde samenwerkingsverbanden*

**Art. 3.** Voor elk duidelijk omschreven samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden wordt in de boordtabel van de lopende en uitgevoerde samenwerkingsverbanden, bedoeld in artikel 2, 1°, nader bepaald:

- 1° hoofddoel van het samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden: tevredenheid van de burger, bestuurlijke performantie of middelen;
- 2° wijze van uitvoering van het samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverband: coöperatieve of delegatieve samenwerking;
- 3° sturende administratie van de samenwerking of groep van samenwerkingen: gemeentebestuur, OCMW-bestuur of beide;
- 4° administratieve verantwoordelijke van het samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden: de gemeentelijke directeur-generaal, de directeur-generaal van het OCMW, de directeurs-generaal van gemeente en OCMW of de gemeenschappelijke adjunct-directeur-generaal;
- 5° de behaalde verwezenlijkingen van het samenwerkingsverband of van de groep van samenwerkingsverbanden die het bereiken van het einddoel zichtbaarheid verlenen;
- 6° het verwachte resultaat van het samenwerkingsverband of van de groep van samenwerkingsverbanden;
- 7° het behaalde resultaat van het samenwerkingsverband of van de groep van samenwerkingsverbanden dat de werkelijkheid van de tijdens een gegeven periode voortgebrachte prestatie zichtbaarheid verleent.

#### HOOFDSTUK III. — *Jaarlijkse programmering van de overwogen samenwerkingsverbanden*

**Art. 4.** Voor elk duidelijk omschreven samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden wordt in de boordtabel van jaarlijkse programmering, bedoeld in artikel 2, 2°, nader bepaald:

- 1° hoofddoel van het samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden: tevredenheid van de burger, bestuurlijke performantie of middelen;
- 2° wijze van uitvoering van het samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden: coöperatieve of delegatieve samenwerking;
- 3° sturende administratie van de samenwerking of groep van samenwerkingen: gemeentebestuur, OCMW-bestuur of beide;
- 4° administratieve verantwoordelijke van het samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden: de gemeentelijke directeur-generaal, de directeur-generaal van het OCMW, de directeurs-generaal van gemeente en OCMW of de gemeenschappelijke adjunct-directeur-generaal;
- 5° de menselijke inzet en de financiële en logistieke middelen, vrijgemaakt voor het samenwerkingsverband of de groep van samenwerkingsverbanden en de hoogte van de bijdrage van gemeente en OCMW;
- 6° het verwachte resultaat van het samenwerkingsverband of van de groep van samenwerkingsverbanden;
- 7° de termijn waarin het resultaat, bedoeld in 6°, verwacht wordt.

#### HOOFDSTUK IV. — *Samenwerkingsmatrix*

**Art. 5.** Overeenkomstig artikel 26quater, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn beschikken de gemeente en het OCMW hoofdzakelijk over vier types ondersteunende dienstverlening:

- 1° de dienst aankopen;
- 2° de dienst human resources;
- 3° de dienst onderhoudswerkzaamheden;
- 4° de dienst informatica.

Overeenkomstig artikel 26bis, § 6, lid 5, 2°, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt elk type ondersteunende dienstverlening geanalyseerd via een samenwerkingsmatrix, bedoeld in artikel 2, 4°, waarmee voor elk register van gedragingen van de controle-omgeving, het niveau van bundeling van de ondersteunende diensten van gemeente en OCMW nader wordt omschreven.

**Art. 6.** De bundeling van de ondersteunende diensten, bedoeld in artikel 5, wordt onderverdeeld in volgende, hierna omschreven, niveaus:

- 1° niveau 0, "onbestaand": de ondersteunende diensten werken volledig onafhankelijk, zonder geformaliseerde verdeling van de werkmethodes en standaarden; er kunnen toevallige, spontane samenwerkingen zonder structuur of controle bestaan, evenwel zonder dat gemeente of OCMW deze wenst te bevorderen;
- 2° niveau 1, "initieel": de ondersteunende diensten werken afzonderlijk, maar er is wel sprake van informele uitwisselingen; er bestaat tevens een informele consensus tussen gemeente en OCMW wat gerichte samenwerkingen tussen hun ondersteunende diensten betreft, maar zonder dat werkmethodes of standaarden formeel gedeeld worden;
- 3° niveau 2, "operationeel": er is een aanvang van bundeling van de ondersteunende diensten; een wens tot bundeling van de ondersteunende diensten wordt door gemeente en OCMW officieel bekrachtigd, waarbij werkmethodes en standaarden gedeeld en formeel gemaakt worden, met inbegrip van processen en beheersinstrumenten, er is een mogelijkheid tot delegatie van taken tussen ondersteunende diensten, zelfs indien elke ondersteunende dienst zijn eigen besluitvorming behoudt;
- 4° niveau 3, "doelgericht": de ondersteunende diensten werken met dezelfde regels en maken gebruik van dezelfde werkmethodes en tools; de ondersteunende diensten maken de onderlinge delegaties van taken formeel;

5° niveau 4, "beheerst": de ondersteunende diensten worden in één enkele, via een convenant onderling beheerste structuur ondergebracht, waarbij de leiding over de ondersteunende dienstverlening ofwel geheel aan de gemeente of aan het OCMW wordt toevertrouwd, ofwel tussen gemeente en OCMW verdeeld wordt;

6° niveau 5, "geoptimaliseerd": binnen de in één enkele structuur samengebrachte ondersteunende diensten worden alle belangrijke elementen van het betrokken werkgebied - aankopen, human resources, onderhoudswerkzaamheden, informatica - geëvalueerd en geoptimaliseerd om het niveau van de meest doelgerichte en doeltreffende praktijken te bereiken.

Het niveau van bundeling dat voor elk register van gedragingen van de controle-omgeving bereikt wordt, wordt, onder hun verantwoordelijkheid, op grond van het vertrouwensbeginsel vrij vastgesteld door gemeente en OCMW.

**Art. 7.** De controle-omgeving, bedoeld in artikel 5, bestaat uit de aldus omschreven registers van gedragingen:

1° de werking: de gedragingen inzake, met name, structurering, werking en omschrijving van de processen en procedures in een ondersteunende dienst;

2° het management: de gedragingen inzake, met name, de besluitvorming, het proces van identificatie van de verantwoordelijkheden en hiërarchische organisatie in een ondersteunende dienst;

3° de competenties en de vorming van het personeel: de gedragingen inzake, met name, het beheer van de competenties in de ondersteunende dienst, met inbegrip van het neerschrijven van functieprofielen, de werving, de vorming en de evaluatie van de personeelsleden van de dienst;

4° de formalisering: de gedragingen inzake, met name, het strategisch beheer in de ondersteunende dienst, met inbegrip van het stellen van strategische en operationele doelen, het vaststellen van een actieplan, het vastleggen van indicatoren, de prioritering van de acties, de invoering van een opvolgingssysteem en het uitvoeren van evaluaties;

5° de middelen en de tools inzake budget en beheer: de gedragingen inzake, met name, het middelenbeheer en de budgetaire opvolging.

#### HOOFDSTUK V. — *Samenvattend rooster tot bepaling van een globaal bundelingsniveau*

**Art. 8.** Het bundelingsniveau dat voor elk register van de gedragingen, bedoeld in artikel 6, voor elk type ondersteunende dienst bedoeld in artikel 4, vastgesteld wordt, wordt in een tabel opgenomen met als benaming "Samenvattend rooster tot bepaling van een globaal bundelingsniveau", bedoeld in artikel 2, 4°.

De bundelingsniveaus die voor hetzelfde register van gedragingen in de ondersteunende diensten worden vastgesteld, worden tot een som samengevoegd die, op 20, het gemiddelde resultaat voor dat register van gedragingen uitdrukt.

De bundelingsniveaus die voor dezelfde ondersteunende dienst worden vastgesteld, worden tot een som samengevoegd die, op 25, het gemiddelde resultaat voor dat register van ondersteunende diensten uitdrukt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Tabel van de overheidsopdrachten.*

**Art. 9.** In de tabel van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 2, 5°, worden opgelijst:

1° de overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door de gemeente in de loop van het voorgaande jaar;

2° de overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door het OCMW in de loop van het voorgaande jaar;

3° de overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, samen toegewezen door de gemeente in de loop van het voorgaande jaar;

4° de overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door de gemeente en het OCMW en die in de toekomst samengevoegde overheidsopdrachten kunnen vormen.

Voor elke overheidsopdracht of groep van overheidsopdrachten, als bedoeld in 1°, 2° en 3°, worden het type overheidsopdracht, de gunningswijze, het bedrag en de datum van toewijzing nader bepaald.

Voor elke overheidsopdracht of groep van overheidsopdrachten, als bedoeld in 4°, worden het type overheidsopdracht, de gunningswijze, het begroot bedrag en de datum van toewijzing nader bepaald.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling.*

**Art. 10.** De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Bijlage TABELLEN ROOSTER DIE OPGENOMEN DIENEN TE WORDEN IN HET JAARLIJKS VERSLAG OVER DE SAMENWERKINGSVERBANDEN

1. Boordtabel van de lopende en uitgevoerde samenwerkingsverbanden

Samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden	Doelstelling (tevredenheid burger / bestuurlijke prestatie / middelen)	Werkingswijze (coöperatief of delegatief)	Sturende administratie (gemeentebestuur / bestuur OCMW / beide)	Administratieve verantwoordelijke (DG gemeente, DG OCMW, DG gemeente + OCMW, of gemeenschappelijke adjunct-DG)	Verwezenlijking	Verwacht resultaat	Behaald resultaat
Verwezenlijkte samenwerkingsverbanden							
Lopende samenwerkingsverbanden							

2. Jaarlijkse programmering van de overwogen samenwerkingsverbanden

Samenwerkingsverband of groep van samenwerkingsverbanden	Doelstelling (tevredenheid burger / bestuurlijke prestatie / middelen)	Werkingswijze (coöperatief of delegatief)	Sturende administratie (gemeentebestuur / bestuur OCMW / beide)	Administratieve verantwoordelijke (DG gemeente, DG OCMW, DG gemeente + OCMW, of gemeenschappelijke adjunct-DG)	Menselijke inzet en financiële en logistieke middelen die vrijgemaakt zijn + hoogte bijdrage van gemeenten OCMW	Verwacht resultaat	termijn
Overwogen samenwerkingsverbanden							

3. Samenwerkingsmatrix

ONDERSTEUNENDE DIENST [...]						
		Registers van gedragingen van de controle-omgeving				
		Werking.	Management	Competenties en vorming personeel	Formalisering	Middelen en budgetbeheer
Bundelingsniveaus	5. Geoptimaliseerd					
	4. Beheerst					
	3. Doelgericht					
	2. Operationeel					
	1. Initieel					
	0. Onbestaand					

## 4. Samenvattend rooster tot bepaling van een globaal niveau van bundeling van de ondersteunende dienstverlening

	Dienst aankopen	Dienst human resources	3° dienst onderhoudswerkzaamheden;	dienst informatica.	totaal
Werking.	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
Management	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
Competenties en vorming personeel	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
Formalisering	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
Middelen en budgetbeheer	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
totaal	[Resultaat op 25]	[Resultaat op 25]	[Resultaat op 25]	[Resultaat op 25]	[Resultaat op 100]

## 5. Tabel van de overheidsopdrachten.

Overheidsopdracht of groep van overheidsopdrachten	Type (aanneming van werken, leveringen, diensten)	Gunningswijze	Bedrag	Datum van toewijzing
Overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door de gemeente in de loop van het voorgaande jaar				
Overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door het OCMW in de loop van het voorgaande jaar				
Overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, samen toegewezen door de gemeente in de loop van het voorgaande jaar;				
Overheidsopdracht of groep van overheidsopdrachten	Type (aanneming van werken, leveringen, diensten)	Gunningswijze	Begroot bedrag	Overwogen gunningsdatum
Overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door de gemeente en het OCMW en die in de toekomst samengevoegde overheidsopdrachten kunnen vormen.				

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 tot vaststelling van het canvas voor het jaarlijks verslag over de samenwerkingsverbanden ter uitvoering van artikel 26bis, § 6, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202616]

**28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le canevas du rapport annuel sur les synergies en exécution de l'article L1122-11, alinéa 7, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article 1122-11, alinéa 7, modifié par le décret du 19 juillet 2018;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 25 janvier 2019;

Vu l'avis de la Fédération des Centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 25 janvier 2019;